



« On ne défend bien sa langue qu'en parlant celle des autres »

http://www.langue-francaise.org/Bruxelles/Bruxelles_entree.php

DLF Bruxelles-Europe
Chaussée de Waterloo, 1313 E
B-1180 Bruxelles
☎ bxl-europe@skynet.be

Bruxelles, le 18 décembre 2013

À Madame Emmanuelle COSSE
Secrétaire nationale d'EELV
6 bis rue du Chaudron
F-75010 Paris

Madame la Secrétaire nationale,

L'Europe est en crise. « Au train où vont les choses, la coalition des anti-européens peut devenir majoritaire dans la prochaine élection du Parlement européen ; faute d'un sursaut, le continent risque à terme de sortir doucement de l'Histoire pour devenir un simple objet du jeu mondial. Comment démocratiser la politique de l'Europe ? Comment relancer son économie ? Comment perfectionner son modèle social ? Comment assurer son rayonnement culturel ? »¹ Voici quelques questions auxquelles les partis républicains doivent tenter d'apporter des réponses.

Certains responsables de haut niveau proposent une refonte des institutions aujourd'hui mal adaptées à 28 États, d'autres proposent des élections transnationales, mais un grand nombre est persuadé qu'une langue commune, l'anglais, faciliterait les échanges.

Nous pensons que croire ou faire croire que l'Europe fonctionnerait mieux en une seule langue serait la trahir. *Unis dans la diversité*, telle est la devise de l'Europe. Aujourd'hui l'Europe est désunie et son discours noyé dans une langue véhiculaire réductrice.

Nous avons besoin de députés et de commissaires qui parlent leur langue en séance et laissent aux interprètes le soin de traduire. Ils doivent comprendre le rôle des traducteurs et des

1. Laurent Joffrin

interprètes dans les institutions de l'UE, vecteurs des concepts et structures systémiques de nos cultures ainsi que des valeurs du multilinguisme.

Nous avons besoin de la diversité linguistique dans le fonctionnement des institutions européennes. Elle doit y rester la réalité quotidienne dans la communication interne et externe, même si, pour des raisons de coût, d'organisation ou d'efficacité, le recours à un multilinguisme maîtrisé et modulé s'impose.

À cet égard, nous jugeons inacceptable la dérive, observée depuis quelques années, dans les pratiques de communication des institutions et autres organes de l'UE, en particulier de la Commission, qui revient à conférer à l'anglais, sans le dire, un statut de *langue unique* de fait ⁽²⁾, une dérive dommageable à la crédibilité de l'UE auprès des citoyens. A langue unique, pensée unique.

Nous avons besoin d'une éducation plurilingue pour aider les citoyens à être plus mobiles et ouverts aux autres, seule condition pour comprendre et construire l'Europe. Pourtant, aujourd'hui plus de 40 % des Européens ne parlent qu'une langue, la leur.

Dans cette période de doute sur l'avenir de l'UE, nous vous demandons de faire campagne non seulement sur des thèmes économiques, financiers et sociétaux mais encore sur l'enjeu démocratique que représente le développement d'un multilinguisme effectif dans le travail quotidien des institutions européennes, le développement d'une éducation volontairement plurilingue en Europe ainsi que la mise en place d'une authentique politique de gestion de la langue naturelle et de la traduction.

Entre autre, le fait d'accorder un poids non négligeable à la connaissance des langues dans la désignation des candidats les rendrait plus crédibles.

Une telle initiative contribuerait à éliminer un facteur important de rejet que l'on observe et à permettre à tous les citoyens d'exercer leur droit à participer à la vie démocratique de l'UE.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Secrétaire nationale, l'expression de notre meilleure considération.

Pour DLF Bruxelles-Europe

Claire GOYER-ROZANES
Présidente



2. Utilisation quasi-exclusive d'une seule langue pour les appels d'offres, les réunions internes des services, les organes décentralisés (agences, offices et autres), les sites internet des directions générales à destination des citoyens, les supports d'information du personnel, l'affichage en façade de nombreux bâtiments, les campagnes d'information sur les grands programmes, etc.